

Ministère de la Région wallonne  
Direction générale de l'Agriculture

# les nouvelles

## DE L'HIVER

Une publication  
trimestrielle  
de la direction générale  
de l'Agriculture  
1<sup>er</sup> trimestre 2008

### Actualité

Les  
métamorphoses  
du Ministère de  
l'Agriculture  
p. 4-8

Conditionnalité  
Lancement du  
Système de  
Conseil agricole  
wallon  
p. 12

### Société

L'agriculture  
multifonction-  
nelle en Région  
wallonne :  
mythe et réalité  
p. 30-36

## dossier La politique européenne de Développement rural



RÉGION WALLONNE

Bur. dep. Brux. X

<http://agriculture.wallonie.be>

# L'agriculture multifonctionnelle en Région wallonne : mythe et réalité

La synthèse présentée dans ce document est extraite des résultats d'une étude réalisée en 2005 par la Cellule d'Analyse et de Prospective en matière de Ruralité (CAPRU). Cette étude porte sur le positionnement des agriculteurs wallons dans la ruralité de demain et sur l'articulation de leurs rôles aux attentes de la société.

## Enquête auprès de 187 agriculteurs



A la Ferme Jergeay, à Rochefort.

### L'enquête. Des rencontres individuelles à la ferme

Les résultats de cette étude s'appuient sur une enquête menée auprès de 187 agriculteurs, établis dans douze communes rurales de la Région wallonne. Ce sont ces douze entités qui ont d'abord été sélectionnées. Ce choix devait en effet traduire la diversité des spécialisations agricoles de la région. Ceci a conduit l'étude dans une commune brabançonne, deux hennuyères et deux liégeoises, trois communes namuroises et quatre luxembourgeoises. Les exploitants interrogés se sont por-

tés volontaires. Ils pratiquaient bien sûr déjà une activité relevant de la diversification ou de la multifonctionnalité. Les résultats de l'étude ont été validés par les intéressés.

**Profil des exploitants qui ont accepté d'être interrogés lors de cette enquête et ont été interviewés**  
 Age moyen de l'exploitant : 46 ans  
 Superficie moyenne de l'exploitation : 84 ha  
 Main-d'œuvre en moyenne : 2,25 unités de main-d'œuvre dont 1,5 temps plein.

### Les fonctions multiples ?

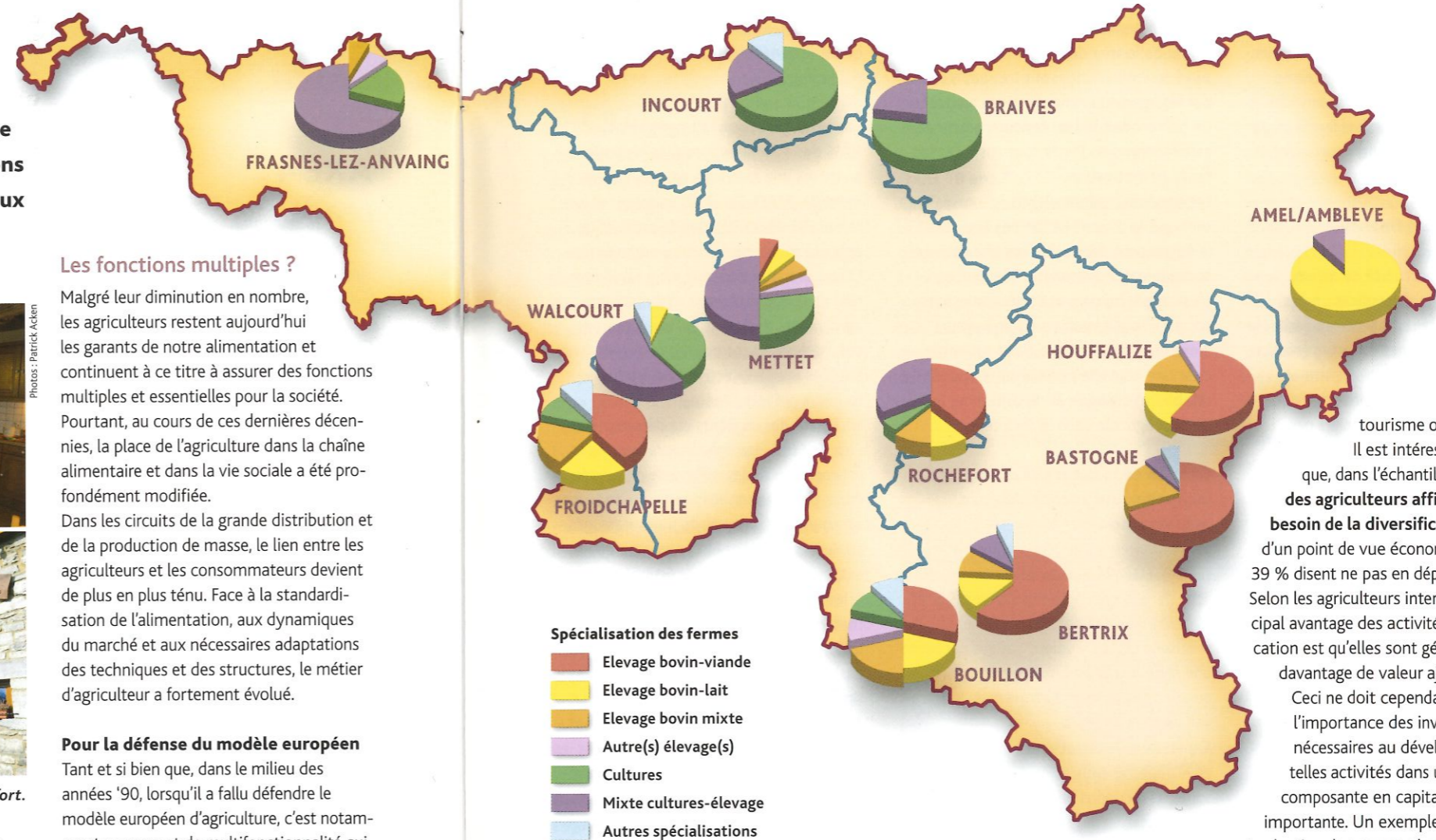
Malgré leur diminution en nombre, les agriculteurs restent aujourd'hui les garants de notre alimentation et continuent à ce titre à assurer des fonctions multiples et essentielles pour la société. Pourtant, au cours de ces dernières décennies, la place de l'agriculture dans la chaîne alimentaire et dans la vie sociale a été profondément modifiée. Dans les circuits de la grande distribution et de la production de masse, le lien entre les agriculteurs et les consommateurs devient de plus en plus ténu. Face à la standardisation de l'alimentation, aux dynamiques du marché et aux nécessaires adaptations des techniques et des structures, le métier d'agriculteur a fortement évolué.

### Pour la défense du modèle européen

Tant et si bien que, dans le milieu des années '90, lorsqu'il a fallu défendre le modèle européen d'agriculture, c'est notamment ce concept de multifonctionnalité qui a été invoqué. Le caractère multifonctionnel de l'agriculture n'est pas nouvellement acquis. Il consiste à reconnaître que les agriculteurs exercent plusieurs autres fonctions que leur fonction première de producteurs de matières premières agricoles. En 1999, la Commission européenne distingue trois catégories de fonctions principales :

1. la production d'aliments et de fibres,
2. la préservation de l'environnement rural et des paysages,
3. la contribution à la vitalité des zones rurales et à l'équilibre du développement rural.

Distribution par commune des exploitations agricoles sondées en fonction de leur spécialisation



Source : CAPRU 2005.

La réforme de la PAC engagée avec l'Agenda 2000 met en avant les besoins variés du monde rural, les attentes de la société d'aujourd'hui et les impératifs environnementaux. Par ailleurs, le modèle basé sur la multifonctionnalité repose sur la possibilité, pour les agriculteurs, de créer de nouvelles activités économiques et des revenus alternatifs grâce précisément à ces autres fonctions.

### Le point de vue des agriculteurs

#### Une opportunité de développement

L'évolution du secteur agricole a imposé un modèle de développement laissant peu de chances de survie aux structures trop exiguës. Face à cela, les activités de diversification au sens large sont perçues comme un moyen d'assurer le maintien d'exploitations agricoles qui choisissent une voie alternative pour assurer le développement de leurs activités. On parle ici de transformation à la ferme, de vente directe, de filières de qualité différenciée, d'activités pédagogiques, d'offre de produits liés au

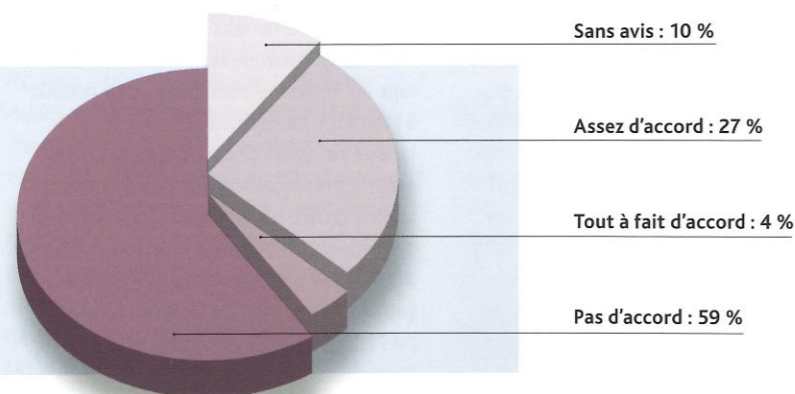
tourisme ou aux loisirs. Il est intéressant de noter que, dans l'échantillon sondé, 40 % des agriculteurs affirment avoir besoin de la diversification à la ferme d'un point de vue économique tandis que 39 % disent ne pas en dépendre. Selon les agriculteurs interviewés, le principal avantage des activités de diversification est qu'elles sont génératrices de davantage de valeur ajoutée à la ferme. Ceci ne doit cependant pas masquer l'importance des investissements nécessaires au développement de telles activités dans un secteur où la composante en capital est déjà très importante. Un exemple particulier, l'introduction de normes plus restrictives n'est pas sans impact sur le volume des investissements requis pour adapter les infrastructures. Dans certaines situations, la mise aux normes hypothèque la rentabilité, décourage les initiatives naissantes voire conduit à l'abandon de l'activité. La diversification des activités à la ferme exige la présence et la disponibilité d'une main-d'œuvre suffisante sur la ferme, main-d'œuvre qui doit pouvoir être rémunérée. **30 % sont prêts à se lancer dans un (nouveau) projet de diversification** De l'enquête, il ressort que la diversification des activités à la ferme est à

développer pour la survie des (petites) exploitations et que c'est un moyen intéressant de répartir les risques. **Préserver la diversité des modèles dans l'agriculture wallonne est un challenge de taille que certains exploitants tentent de relever.** 30 % des agriculteurs sondés ont le projet de développer de nouvelles activités à la ferme. La plupart d'entre eux pense au tourisme à la ferme. Dans une moindre mesure, des activités de transformation à la ferme ou de commercialisation en circuits courts sont également en préparation.

#### Un investissement financier et humain

Au-delà d'une opportunité de revenu complémentaire, la diversification des activités à la ferme représente un véritable projet mêlant avantages et inconvénients. Comme pour toute activité d'entreprise, il démarre avec une prise de risque engageant des moyens financiers parfois importants sans garantie de succès. Il s'agit également d'un investissement humain important qui exige une grande disponibilité et, souvent, la présence des deux conjoints à la ferme. Il faut aussi adopter un nouveau métier et en accepter les corollaires, satisfactions ou contraintes. La diversification des activités à la ferme ne répond pas nécessairement à l'objectif de l'exploitant et demande des prédispositions et compétences spécifiques. **Véritable vocation, choix de vie ou goût d'entreprendre, ces activités permettent néanmoins de se reconnecter aux attentes de la société et à celles du marché.**

#### Le rôle des agriculteurs dans la gestion des paysages est-il reconnu par la société ? L'avis des 187 agriculteurs sondés.



#### Renouer le dialogue

Si les considérations d'ordre économique sont indéniables dans la plupart des cas, diverses sources de satisfaction sur le plan personnel et social sont associées aux activités de diversification à la ferme. Le contact avec les visiteurs et l'opportunité de fournir des explications sur les produits et le métier sont très appréciés par les agriculteurs. La fierté de proposer un bon produit fini au consommateur et la satisfaction des clients sont aussi des facteurs de motivation. Les agriculteurs interviewés reconnaissent que la diversification des activités à la ferme peut déboucher sur une activité socialement intéressante. Source d'enrichissement humain et de reconnaissance sociale, l'implication va au-delà de la dimension économique. Sous cet angle, c'est une nouvelle porte d'entrée pour rétablir un dialogue et repositionner le secteur agricole dans la société.

#### Gestion de la nature et du paysage. Incitation, oui, reconnaissance publique, non

Les agriculteurs interrogés affirment quasiment à l'unanimité qu'ils jouent un rôle actif dans la gestion des paysages (96 %) et des ressources naturelles (92 %). Ils précisent qu'ils s'y voient obligés par toute une série de normes mais qu'ils le font aussi naturellement au travers de leur travail de tous les jours. Cependant, ils regrettent que ces services environnementaux et leur implication ne sont pas reconnus par la société (voir le

schéma ci-dessous). C'est à un manque d'information que les agriculteurs prêtent ce peu de reconnaissance de leurs efforts. Les médias en sont parfois responsables, disent-ils. Bien qu'ils admettent que les mentalités évoluent plutôt positivement aujourd'hui, ils souffrent plus de la critique qu'ils ne bénéficient de la reconnaissance publique.

#### Les MAE, pourquoi s'engagent-ils ?

74 % des agriculteurs sondés pratiquent au moins une méthode agroenvironnementale (MAE). Par là, ils adoptent volontairement des méthodes de production apportant une contribution complémentaire à la protection comme à l'amélioration de l'environnement et du paysage. Les agriculteurs déclarent qu'ils adopteront ces méthodes tant qu'elles resteront compatibles avec leur activité de production, toujours prépondérante. Ici, le rôle des incitants est déterminant. Plus de 60 % des agriculteurs interrogés estiment qu'ils devraient être mieux rémunérés pour ces services verts. Quand, dans une question ouverte, ils sont interrogés sur les motivations et contraintes qu'ils associent aux MAE, les agriculteurs s'expriment plus sur les contraintes que sur les motivations. Pour ces dernières sont citées la conviction du bien-fondé des MAE (12 cas) ou l'obtention de la compensation financière (6 cas). A propos des blocages marqués à l'égard des MAE, les agriculteurs sondés listent les contraintes administratives et les contrôles jugés trop lourds (24 cas), les retards de paiement (16 cas) ou les contraintes d'ordre technique (19 cas).

#### Multifonctionnalité et partenariat

La plupart des agriculteurs interrogés (82 %) déclarent être impliqués dans un partenariat avec d'autres acteurs ruraux. Le partenariat intrasectoriel, c'est-à-dire entre agriculteurs, reste la forme la plus courante (96 cas) alors que le partenariat de proximité avec les écoles (36 cas) ou le voisinage (37 cas) vient en deuxième position. Ce sont le plus souvent des partenariats informels et ponctuels surtout motivés par l'amélioration des rapports de voisinage et les contacts avec la



Photos : Patrick Acken

La ferme Dardenne, à Incourt

population locale. La commune est reconnue comme le premier partenaire institutionnel (34 cas). Des partenariats multiacteurs dans le cadre d'initiatives locales de développement (22 cas) ou d'actions centrées sur l'environnement (14 cas) sont également enregistrés. Lorsque les agriculteurs sont interrogés sur la position qu'ils occuperont à l'avenir parmi les communautés locales et sur les partenariats qu'ils pourront développer avec d'autres acteurs ruraux, la moitié d'entre eux estime que l'on va vers moins d'interactions (voir tableau ci-contre). A l'origine de ce déficit, l'omniprésence de la grande distribution et de l'agroindustrie est évoquée. Les agriculteurs souhaitent davantage d'interactions avec le monde non agricole mais avancent que cela devient difficile : ils sont de moins en moins nombreux, d'une part. D'autre part, le manque de compréhension de la part de la population conduit de plus en plus souvent à un désengagement de la part des agriculteurs. Néanmoins, sont particulièrement appréciées les initiatives allant dans le sens des démarches participatives où le dialogue est initié entre les participants et les efforts de compréhension mutuelle sont réels.

#### Un modèle prospectif pour l'agriculture wallonne ?

75 % des agriculteurs sondés estiment que les systèmes de production vont évoluer vers une plus grande spécialisation. Ils déplorent la situation mais, disent-ils, c'est ce futur qui se profile en conséquence des orientations actuelles de la politique agricole. Cette vision est un peu nuancée quand 54 % des sondés pensent que les activités des agriculteurs seront plus diversifiées à l'avenir, ceci devant être le résultat de la politique d'incitation à la diversification. Une contribution positive de l'agriculture multifonctionnelle à l'économie locale et régionale est perçue favorablement. Cependant, les agriculteurs interviewés

considèrent la ferme multifonctionnelle comme l'un des modèles de développement de l'agriculture et, précisément, celui des petites exploitations qui feront le choix d'une stratégie alternative.

#### Dans 10 ans ?

Que pensent les agriculteurs des contacts ou des opportunités de contact qui les lieront dans dix ans aux consommateurs ? Leur opinion est contrastée. 50 % des sondés pensent qu'ils ne se développeront pas, sauf pour les exploitants qui relèveront le challenge de la diversification des activités à la ferme.

Près de 70 % des agriculteurs interrogés pensent qu'une activité complémentaire non agricole sera nécessaire pour de nombreux agriculteurs ou même que l'agriculture deviendra elle-même l'activité complémentaire à une activité principale non agricole. Dans ces deux cas, ils voient le secteur se développer d'une manière duale, mettant en évidence les contradictions qu'ils perçoivent dans les signaux véhiculés par la PAC. La plupart des agriculteurs reconnaissent que les produits de terroir sont de bons produits qui contribuent au renforcement des identités rurales et méritent d'être

#### Les avis des 187 agriculteurs sondés questionnés sur la multifonctionnalité

Hypothèses	Avis recueillis			
	Tout à fait d'accord	D'accord	Pas d'accord	Sans opinion
<b>Spécialisation ou diversification ?</b>				
Les agriculteurs seront hyperspécialisés	49 %	26 %	19 %	6 %
Les activités des agriculteurs seront plus diversifiées	27 %	27 %	36 %	10 %
Il n'y aura plus d'agriculteurs mais de grosses entreprises	42 %	28 %	26 %	4 %
Davantage d'agriculteurs auront une activité non agricole	41 %	27 %	23 %	9 %
<b>Qualité différenciée ou qualité standard ?</b>				
La production de produits de terroir va augmenter	12 %	28 %	46 %	14 %
La production biologique connaîtra plus de succès	6 %	12 %	71 %	11 %
<b>Partenariats entre agriculture et société ?</b>				
Les agriculteurs auront plus de contacts avec les consommateurs	17 %	22 %	50 %	11 %
Il y aura plus d'interactions entre agriculteurs et non agriculteurs	9 %	26 %	49 %	16 %
<b>Renforcement des fonctions alternatives ?</b>				
Le rôle des agriculteurs dans la gestion du paysage sera renforcé	46 %	32 %	13 %	9 %
Le tourisme à la ferme sera plus répandu	18 %	37 %	32 %	13 %
Toutes les fonctions alternatives de l'agriculture seront renforcées	38 %	25 %	20 %	17 %

Les perspectives, les fonctions de l'agriculture wallonne dans les 10 ans sont appréciées à travers l'avis émis par les agriculteurs interrogés, face une série d'affirmations évoquant des scénarii d'évolution possible.

Source : CAPRU, 2005.

préservés au titre de patrimoine régional. Pourtant, face à la question du développement de ces produits de qualité différenciée, la position des interviewés est mitigée : d'un prix plus élevé, ils représentent des marchés de niche, relativement étroits. 71 % des sondés doutent d'un renforcement du succès des produits de l'agriculture biologique et supposent une saturation du marché ou sa récupération par l'industrie et la grande distribution. Toujours dans la perspective à 10 ans, les personnes sondées ont des avis partagés à propos du développement du tourisme à la ferme mais 80 % sont d'accord pour dire que le rôle des agriculteurs dans l'entretien des paysages sera renforcé : on les y incite et ils ont conscience que c'est un rôle que l'on projette sur eux, même s'ils n'en reçoivent pas la reconnaissance qu'ils souhaitent. Ils s'attendent à ce que ce rôle amène de nouvelles contraintes mais aussi à être rémunérés pour cette fonction.

### Conclusions

#### Sur quoi fonder un nouveau partenariat avec la société non agricole ? La population non agricole y est-elle réceptive ?

La consultation de l'ensemble des acteurs du monde rural wallon met en avant la demande répétée de plus de contacts entre agriculteurs et non agriculteurs. Une autre préoccupation unanimement partagée concerne la préservation du patrimoine rural en ce compris le capital culturel et social du monde agricole.

En réponse à cela, parmi les motivations relatives aux activités de diversification (transformation à la ferme, vente directe, tourisme et loisirs à la ferme), l'opportunité d'avoir des contacts avec les clients ou visiteurs et l'enrichissement social résultant de ces contacts préfigurent bien une piste d'ouverture à la société de la part des agriculteurs. Par ailleurs, ces activités répondent manifestement à une

Depuis plus de 15 ans, l'Unité d'Economie et Développement rural de la Faculté universitaire des Sciences agronomiques de Gembloux (FUSAGx) développe des activités de recherche dédiées à la ruralité. Entre territoire et société, ces études visent à mieux appréhender les problématiques liées à la ruralité en Région wallonne.

## La Cellule d'Analyse et de Prospective en matière de Ruralité en Région wallonne

Dès 1992, l'Unité d'Economie et Développement rural s'est intéressée à la question de la délimitation des zones rurales en Région wallonne (travaux de M. Foguene, en 1992). Actuellement, elle réalise une étude visant à reconsidérer les critères de ruralité eu égard aux évolutions importantes qu'ont connues les zones rurales au cours des dernières décennies. Cette analyse vient renforcer, tout en les revisitant, les approches et typologies antérieures.

Figurant parmi les préoccupations majeures liées à la ruralité en Région wallonne, les phénomènes de rurbanisation et d'exode agricole ont été analysés (CAPRU, 2002). Cette thématique a été renforcée par une analyse de l'emploi agricole appliquée à l'échelle européenne (voir travaux de P-A Bathélémy, 2000).

L'Unité d'Economie et Développement rural dispose d'une importante banque de données qui présente l'originalité de rassembler les données statistiques provenant de différentes sources. Par son caractère transversal et dynamique, la banque de données permet d'appréhender la ruralité wallonne selon une vision contemporaine tout en intégrant diversité des situations et perspective multidimensionnelle. C'est dans cette optique qu'une réflexion a été menée sur la mise en place d'un outil d'aide à la définition des politiques de développement rural en Région wallonne (travaux de Th. Dogot, 2004).

demande de la société et les agriculteurs ont le sentiment d'être reconnus pour ces fonctions.

Même si la génération de revenu et l'intérêt personnel sont déterminants dans la prise de décision des agriculteurs, cette composante sociale, positivement perçue des deux côtés, est un gage de longévité pour ces activités.

Par rapport à leur gestion et leur entretien du paysage et des ressources naturelles, les agriculteurs reconnaissent qu'ils sont des acteurs de premier plan et qu'un des facteurs de motivation pour s'impliquer dans ces rôles sont les incitants financiers dont ils peuvent bénéficier. Si ces incitants sont supposés traduire l'intérêt que porte la société à l'environnement et rémunérer les agriculteurs pour la réponse qu'ils apportent à cette demande, les

agriculteurs ont exprimé leur sentiment d'un manque de reconnaissance de la part de la société par rapport à cette fonction. Le défi se pose alors en termes de communication en la matière, à l'adresse du grand public.

La vision d'une évolution duale de l'agriculture a déjà été évoquée. Ceci a été traduit en deux modèles extrêmes figurant deux types d'exploitations, les rôles qu'elles auront à jouer, les partenariats qu'elles noueront et les modes de communication qu'elles adopteront vis-à-vis des consommateurs.

Premier modèle, la grosse entreprise agricole hyper-spécialisée : lui reviendrait le rôle de la production de masse de matières premières agricoles de qualité standardisée. Pour ce faire, elle aurait pour partenaires l'agroindustrie et la grande

L'approche quantitative est une approche récurrente dans les procédures de suivi et d'évaluation des programmes européens et régionaux de développement rural. La banque de données et ses indicateurs actualisés de manière permanente constituent un outil opérationnel à cette fin. Dans ce cadre, l'Unité d'Economie et Développement rural apporte une expertise d'appui pour la mise en œuvre et l'évaluation de programmes et actions de développement rural tels que le PDR ou l'initiative européenne LEADER. A l'interface entre une approche territoriale et sectorielle, une méthodologie originale combinant à la fois analyses quantitative et qualitative, enquêtes de terrain et démarche participative a été élaborée et mise en œuvre pour cerner deux vecteurs de redéploiement de la ruralité en Région wallonne, à savoir, la multifonctionnalité en agriculture (CAPRU, 2005) et le secteur des très petites entreprises en milieu rural (CAPRU, 2006). Depuis 2005, l'expertise acquise par l'Unité d'Economie et Développement rural a permis la constitution d'un groupe de recherche permanent spécialisé dans l'analyse et la prospective en matière de ruralité.

La Cellule d'Analyse et de Prospective en matière de Ruralité (CAPRU) réalise annuellement des études thématiques traitant de la ruralité wallonne contemporaine. Les résultats de ces études peuvent être consultés sur son site web à l'adresse suivante : <http://www.fsagx.ac.be/eg/capru>.

Diffusion des résultats et activités de vulgarisation figurent aussi parmi les missions de CAPRU. A ce titre, un forum sur la ruralité en Wallonie à la mi-2007 a été organisé (voir ci-contre) et une plaquette de vulgarisation grand public sur la multifonctionnalité de l'agriculture a été éditée. CAPRU assure en outre le développement et la mise à jour de la banque de données qui peut être consultée en ligne.

distribution. C'est via ces partenaires qui utiliseront les médias comme vecteur de communication, que passeraient les échanges avec les consommateurs. Alors que la rupture entre le producteur d'aliments et le consommateur est déjà profonde, on peut s'interroger sur la possibilité de prendre en compte la nature multifonctionnelle de l'agriculture dans des stratégies de communication où les considérations sont d'un tout autre ordre. Second modèle, la petite exploitation diversifiée : elle s'impliquerait dans une autre forme de production, éventuellement de qualité différenciée, et dans des activités de transformation permettant de générer une plus forte valeur ajoutée à la ferme. Elle s'insérerait dans des réseaux de commercialisation en circuits courts correspondant mieux à la nature et au

La Ferme d'Hacquedeau, à Roux-Miroir



Photos : Patrick Acken

### Agir pour nos campagnes Forum sur la ruralité en Wallonie 23 mars 2007

Début d'année dernière, le CAPRU et le Cabinet du Ministre wallon de l'Agriculture et de la Ruralité ont rassemblé près de cent cinquante acteurs du développement rural dans le but de promouvoir un développement au niveau local, qui soit global et cohérent. Passant du constat à la recommandation, puis de la recommandation à l'action, le forum a démontré que les programmes et les actions de développement rural existants sont de véritables outils d'impulsion qui peuvent être activés, de façon complémentaire, pour apporter des réponses concrètes aux attentes de la société.

Information sur ce forum : voir adresses ci-dessous (DGA).

DR THOMAS DOGOT,  
PR PHILIPPE LEBAILLY,  
CELLULE D'ANALYSE ET DE PROSPECTIVE  
EN MATIÈRE DE RURALITÉ  
FACULTÉ UNIVERSITAIRE DES SCIENCES  
AGRONOMIQUES DE GEMBLoux

### Plus d'informations

FUSAGx-Unité d'Economie  
et Développement rural  
Cellule d'Analyse et de Prospective  
en matière de Ruralité – CAPRU  
Cécile Brulard, Thomas Dogot, Philippe Lebailly  
2, passage des Déportés – 5030 Gembloux  
T. : 081 / 62.23.68  
@ : brulard.c@fsagx.ac.be

Division de la Gestion de l'espace rural, DGA  
Direction de l'Espace rural  
Georges Bollen, Directeur  
Ilot Saint-Luc  
14, chée de Louvain – 5000 Namur  
T. : 081 / 64.96.50  
@ : g.bollen@mrw.wallonie.be